

Concours externe du Capes et Cafep-Capes

Section sciences économiques et sociales

Exemples de sujets (Épreuves d'admissibilité et d'admission)

À compter de la session 2014, les épreuves du concours sont modifiées. L'arrêté du 19 avril 2013, publié au journal officiel du 27 avril 2013, fixe les modalités d'organisation du concours et décrit le nouveau schéma des épreuves.



**Concours externe du Capes et Cafep-Capes
Section sciences économiques et sociales**

Exemple de sujets n°1

CAPES de Sciences Economiques et Sociales

SUJET 0a

A- Epreuves d'admissibilité

1/ Composition (Dominante économique)

- Dissertation (16 points) : **Quels sont les déterminants de la compétitivité ?**
- Question (4 points) : **Pouvoir explicatif et limites d'un modèle.**

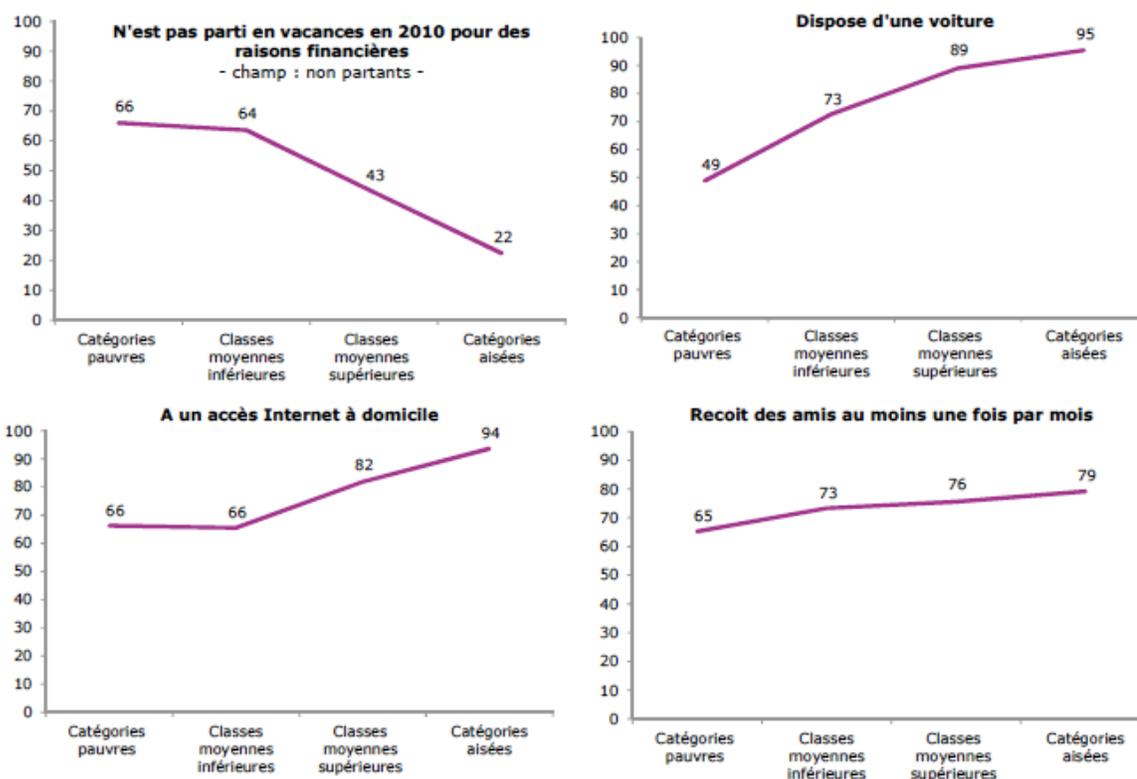
Durée : cinq heures ; coefficient 1.

2/ Exploitation d'un dossier documentaire (Dominante sociologique)

Dossier : **Le caractère multiforme et cumulatif des inégalités sociales et économiques**

Il est demandé de construire, à partir du dossier ci-joint comportant 8 documents et pour une classe de terminale, une séquence pédagogique intégrant obligatoirement des travaux à réaliser par les élèves et une évaluation des acquisitions attendues. La composition du candidat devra s'appuyer sur des connaissances précises en matière de didactique de la discipline scolaire sciences économiques et sociales, notamment en ce qui concerne la conception des dispositifs d'apprentissage et leur évaluation.

Document 1 :



Note : Sur l'échelle des niveaux de vie, les catégories pauvres correspondent aux 10% de la population les plus pauvres, les classes moyennes inférieures aux 2ème, 3ème, 4ème et 5ème déciles, les classes moyennes supérieures aux 6ème, 7ème et 8ème déciles, les catégories aisées correspondent aux 20% de la population les plus riches. Les pourcentages dans les catégories ont été lissés en moyenne mobile sur 3 années, en donnant un poids de 0.5 à l'année en cours (n), et 0.25 aux années n-1 et n+1.

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », 2012.

Document 2 :

La croissance des inégalités de revenus a fait l'objet de multiples études statistiques. Toutes convergent pour souligner la part prise par l'accroissement spectaculaire des rémunérations les plus élevées dans la constitution du phénomène, qu'il s'agisse de celles des grands patrons de l'industrie, des maîtres de la finance, ou tout simplement des cadres dirigeants, comme encore des grands sportifs ou des vedettes du show-business. Aux Etats-Unis, les 10% des revenus les plus élevés totalisaient ainsi 50% des revenus totaux en 2010, alors que ce pourcentage n'était que de 35% en 1982. Dans le cas français, le salaire moyen des 1% les mieux rémunérés a augmenté d'environ 14% entre 1998 et 2006, et celui des 0,01%, tout au sommet de l'échelle, de près de 100%, alors que la progression sur la même période n'a été que de 4% pour la grande masse des salariés du bas. Le mouvement ultérieur a vu cet écart continuer à exploser, comme l'ont montré des travaux publiés par l'Insee (la moyenne des revenus disponibles des 0,01% les plus aisés est devenue 75 fois supérieure à la moyenne des 90% les moins favorisés en 2007). L'accroissement de ces écarts se vérifie partout sur la planète.

Symétriquement, le nombre de personnes touchant les rémunérations les plus faibles, comme les salariés au Smic en France, s'est accru (un salarié sur cinq y est actuellement payé au voisinage du salaire minimum), tandis que sont également plus nombreux les ménages vivant sous le seuil de pauvreté sous l'effet, notamment, du chômage et de la précarisation des formes de travail.

Source : Pierre Rosanvallon, *La société des égaux*, Seuil, 2011.

Document 3 :

Masse du patrimoine détenue par les x% des ménages les plus riches en 2010

Masse du patrimoine détenue par les :	1998	2004	2010 (estimation)
10 % les plus riches	46	46	48
20 % les plus riches	64	64	65
30 % les plus riches	76	76	77
40 % les plus riches	85	86	86
50 % les plus riches	92	93	93
60 % les plus riches	97	97	98
70 % les plus riches	99	99	99
80 % les plus riches	100	100	100
90 % les plus riches	100	100	100

Note : Le patrimoine détenu comprend les biens immobiliers, les actifs financiers ainsi que le patrimoine professionnel pour les actifs indépendants

Champ : France métropolitaine pour 1998 et 2004, France entière pour 2010, population des ménages.

Source : INSEE, enquêtes Patrimoine 1998, 2004 et 2010.

Document 4 :

Décomposition des écarts de revenus entre hommes et femmes	
	Les femmes gagnent ... de moins que les hommes
Ecart tous temps de travail confondus	27 %
(dont effet du temps partiel)	(3 %)
Ecart pour des temps complets	24 %
(dont effet des heures supplémentaires et primes)	(10 %)
Ecart des salaires horaires	14 %
(dont effets de structure (*))	(5 %)
Ecart toutes choses égales par ailleurs	9 %

(*) Les facteurs explicatifs des écarts de salaires utilisés sont le niveau de diplôme, l'expérience professionnelle, la catégorie socioprofessionnelle, le type de contrat de travail, le temps partiel, le secteur d'activité et la taille de l'entreprise. Lecture : les salaires des femmes sont en moyenne inférieurs de 27 % à ceux des hommes. Si l'on ne tient compte que des temps complets, en retirant l'effet du temps partiel (3 %), l'écart est de 24 %.

Source : Insee-Dares, ministère du travail. Année des données : 2009, salariés des entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel

Source : Observatoire des inégalités, Janvier 2013.

Document 5 :

La représentation des femmes en politique		
	Année	Part de femmes en %
Députées	2012	26,9
Sénatrices	2011	22,1
Maires	2008	13,8
Conseillères générales	2011	13,9
Conseillères régionales	2010	48
Conseillères municipales	2008	35
Députées françaises au Parlement européen	2009	44,4

Source : Observatoire de la parité, ministère de l'Intérieur

Source : Observatoire des inégalités, 2013. Champ : France.

Document 6 :

Notes moyennes en français et en mathématiques aux évaluations d'entrée en sixième selon la catégorie socioprofessionnelle du père en 2008

	Notes moyennes (1)	
	Français	Mathématiques
Cadres et professions libérales	67,0	76,3
Professions intermédiaires	61,2	67,2
Agriculteurs exploitants	57,3	67,0
Employés	57,1	64,1
Artisans, commerçants	57,2	63,6
Ouvriers	53,2	59,9
Inactifs	50,3	60,6
Rapport Cadres / Ouvriers	1,26	1,27

(1) : score moyen sur 100.

Source : DEPP. Champ : France métropolitaine ; élèves entrés en sixième en 2008.

Document 7 :

Espérance de vie à 60 ans par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 2000-2008

en années

	Homme	Femme
Cadres	24,0	27,8
Professions Intermédiaires	22,3	27,4
Agriculteurs	22,3	26,2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	22,2	27,1
Employés	21,0	26,4
Ouvriers	19,6	25,5
Inactifs non retraités	16,0	25,2
Ensemble	21,1	26,1
Rapport cadres/ouvriers	1,22	1,09

Champ : France métropolitaine.

Source : INSEE.

Document 8 :

Les « nouveaux mouvements sociaux » - ainsi baptisés par les sociologues - témoignent d'une nouvelle sensibilité aux inégalités. Depuis les années 1970, les conflits qui attestaient des profonds clivages entre le peuple des travailleurs et leurs dirigeants ont peu à peu laissé la place à des luttes féministes, à des manifestations de chômeurs ou menacés de l'être, des mobilisations pour les « sans-logis », des occupations de « sans-papiers », des marches des beurs, ou de démonstrations plus festives comme les *gay pride* tout autant destinées à réclamer un égal traitement des différences. Le cas des femmes est emblématique de ce changement de registres des inégalités. Leur statut social, profondément inégalitaire il y a encore trente ans, s'est transformé de manière spectaculaire. Cantonnées pour la plupart et depuis la nuit des temps aux activités domestiques et familiales, elles ont fait irruption dans presque tous les secteurs de la vie publique. Elles représentent maintenant en France 47 % des actifs, elles ont été les grandes bénéficiaires de la massification de l'enseignement, elles poursuivent et réussissent leurs études aussi bien, sinon mieux, que les garçons. Pourtant, ces transformations ont engendré un nombre exponentiel de publications, rapports, analyses qui soulignent de multiples inégalités [1]. (...) Au total, la montée des femmes vers l'égalité a engendré la perception de nouvelles inégalités .

D'autres inégalités également dénoncées par les sociologues depuis une vingtaine d'années sont celles qui se dévoilent entre les classes d'âge. Louis Chauvel a étudié en détail ce qu'il désigne comme un phénomène de « *décote de la valeur du jeune* » [2]. La crise économique survenue après 1975 a entraîné les difficultés que l'on connaît sur le marché du travail. Or, en France, les jeunes ont été les premiers à en faire les frais. Dans les années 90, au moment où le taux de chômage a atteint ce qui fut - espérons-le - son sommet, autour de 13 % de la population active, c'étaient 25 % des actifs de moins de 24 ans qui étaient à la recherche d'un emploi. Toutes les analyses ont montré que la précarité touchait en premier la jeunesse et que l'obtention d'un emploi stable nécessitait auparavant une longue traversée du désert, faite de CDD, de « petits boulots » ou de stages non-rémunérés, mais aussi de cohabitation parentale plus ou moins contrainte et d'un retard dans l'installation en couple. Les sociologues Christian Baudelot et Roger Establet ont comparé le destin des jeunes arrivés sur le marché du travail en 1968 et de ceux arrivés en 1998. Ils montrent que depuis 1975, alors que les salaires des plus âgés continuaient de progresser, les salaires d'embauche ne cessaient de diminuer. Le niveau de vie des ménages de 50-59 ans a atteint 40 % de plus que celui des moins de 30 ans en 1995 (il était supérieur de 10 à 15 % en 1975). En outre, la généralisation des études longues a entraîné une certaine dévaluation des diplômes et un ralentissement de la mobilité sociale : il faut aujourd'hui plus de diplômes pour moins de résultats. « *Tout se passe, commente François Dubet, comme si la France avait choisi de faire payer ses jeunes* » [3].

Et puisque l'on en est aux inégalités d'âges, il faudrait aussi parler des plus âgés, qui, d'ailleurs participent eux aussi aux nouveaux mouvements sociaux en n'hésitant pas à descendre dans la rue pour défendre leurs retraites. Tous les chiffres montrent que les retraités actuels sont ceux qui ont bénéficié de la meilleure part du gâteau à la fin de leur vie active. Même si de fortes inégalités existent à l'intérieur de cette catégorie, la revalorisation des retraites opérée dans les années 1980 a permis une augmentation des revenus de la classe d'âge des seniors (ils sont 12,5 millions de plus de 60 ans) en même temps que les revenus des jeunes actifs subissaient un décrochage. Alors que pendant les Trente Glorieuses, la misère touchait surtout les personnes âgées, ce sont aujourd'hui les ménages de moins de 30 ans qui sont le plus exposés à la pauvreté.

[1] A. Bihl et R. Pfefferkorn, *Homme, femme, quelle égalité ?*, L'Atelier, 2002.

[2] L. Chauvel, *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XXe siècle*, PUF, 1998 ; C. Baudelot et R. Estabiet, *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*, Seuil, 2000.

[3] F. Dubet, *Les Inégalités multipliées*, L'Aube, 2000.

Source : Martine Fournier, « Inégalités : de quoi parle-t-on ? », *Sciences humaines* 3/2003, n°136.

Durée : cinq heures ; coefficient 1.

B- Epreuves d'admission

1/ Mise en situation professionnelle (Dominante sociologique)

Sujet d'exposé : **Intégration sociale et réseaux.**

Durée de la préparation : trois heures (sans document) – durée de l'épreuve : une heure maximum (exposé : trente minutes maximum ; entretien : trente minutes) ; coefficient 2.

2/ Epreuve d'entretien à partir d'un dossier (Dominante économique)

Dossier : **Les fluctuations économiques.**

Il est demandé au candidat de construire, à partir du dossier composé de 3 extraits de manuels scolaires, et pour la classe de terminale, un projet de séquence de cours. Il devra préciser quels extraits du dossier il mobilise, comment il les utilise avec les élèves et justifier ses choix didactiques et pédagogiques.

Doc. 2 Origines et effets des chocs de demande négatifs

Variables	Effets sur la demande globale
a. Politiques économiques	
Politique monétaire	Une politique monétaire subitement plus restrictive freine la croissance de C, de I et des exportations nettes ; elle peut même les faire baisser.
Politique budgétaire	Le freinage de la croissance des dépenses publiques (voire leur baisse) et/ou la hausse du taux des prélèvements obligatoires influe(nt) négativement sur C et I.
Politiques structurelles	<u>L'impératif de compétitivité dans le contexte d'une économie ouverte nécessite parfois de restructurer l'appareil productif, de modifier le partage de la valeur ajoutée et de bloquer (ou du moins de freiner) la progression des salaires (cas de la France à partir de mars 1983). D'où des effets négatifs, du moins dans l'immédiat, sur C et, indirectement, sur I.</u>
b. Autres variables	
Étendue et qualité du stock de capital fixe disponible	Si les firmes ont précédemment investi de façon excessive, I baissera.
Conjoncture à l'étranger	- La baisse du PIB du Reste du monde (ou du moins le freinage de sa croissance) influe négativement sur les exportations nettes. - <u>S'ils sont indispensables et non substituables, le renchérissement de certains produits importés va faire baisser C et I (cf. le premier choc pétrolier).</u>
Valeur des actifs	L'éclatement d'une bulle spéculative peut réduire cette valeur et ainsi influencer négativement sur C et I.
Anticipations des acteurs économiques	Certains événements n'incitent guère à l'optimisme (incertitudes sur les marchés financiers, développement d'un chômage de masse, tensions politiques, bouleversements géopolitiques, etc.).

Note : C = Consommation et I = Investissement.

Source : Hatier, Terminale ES, p. 48.

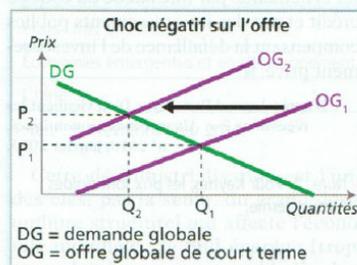
Doc. 13 Chocs sur la demande, chocs sur l'offre

On appelle choc de demande un événement qui déplace la courbe de demande globale, tel que la modification des anticipations ou de la richesse ou l'utilisation de la politique budgétaire ou monétaire. La crise de 1929 fut un choc de demande négatif et la dépression prit fin grâce à un choc de demande positif – l'énorme augmentation des dépenses de l'État au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 2008, l'économie américaine connut un autre choc de demande négatif important au moment où le marché immobilier passa de la hausse à la baisse, amenant les consommateurs et les firmes à réduire leurs dépenses. [...]

On appelle choc d'offre un événement qui déplace la courbe d'offre globale à court terme, telle une variation du prix des produits de base, des salaires nominaux ou de la productivité. Un choc d'offre négatif augmente les coûts de production et réduit la quantité que les producteurs sont disposés à offrir pour tout niveau général des prix donné, entraînant un déplacement

vers la gauche de la courbe d'offre. En revanche, un choc d'offre positif réduit les coûts de production et augmente la quantité offerte pour tout niveau général des prix donné, entraînant un déplacement vers la droite de la courbe d'offre globale à court terme. Les États-Unis ont connu un choc d'offre positif entre 1995 et 2000, au moment où la généralisation de l'usage d'Internet et d'autres technologies de l'information entraîna une forte croissance de la productivité. ■

D'après Paul Krugman, Robin Wells, *Macroéconomie*, De Boeck Supérieur, 2009.



Source : Magnard, Terminale ES, Chapitre 5, p. 121.

Questions

1. Qu'est-ce qu'une politique monétaire restrictive ? Pourquoi peut-elle engendrer un choc de demande négatif ?
2. Précisez le sens des deux passages soulignés.
3. Pourquoi faut-il également tenir compte de l'évolution de la valeur des actifs ?
4. Qu'est-ce qu'une anticipation ? Pourquoi certaines anticipations peuvent-elles être à l'origine d'un choc de demande négatif ?

Acquis de 1^{re}

Politique monétaire et politique budgétaire

NOTION BAC

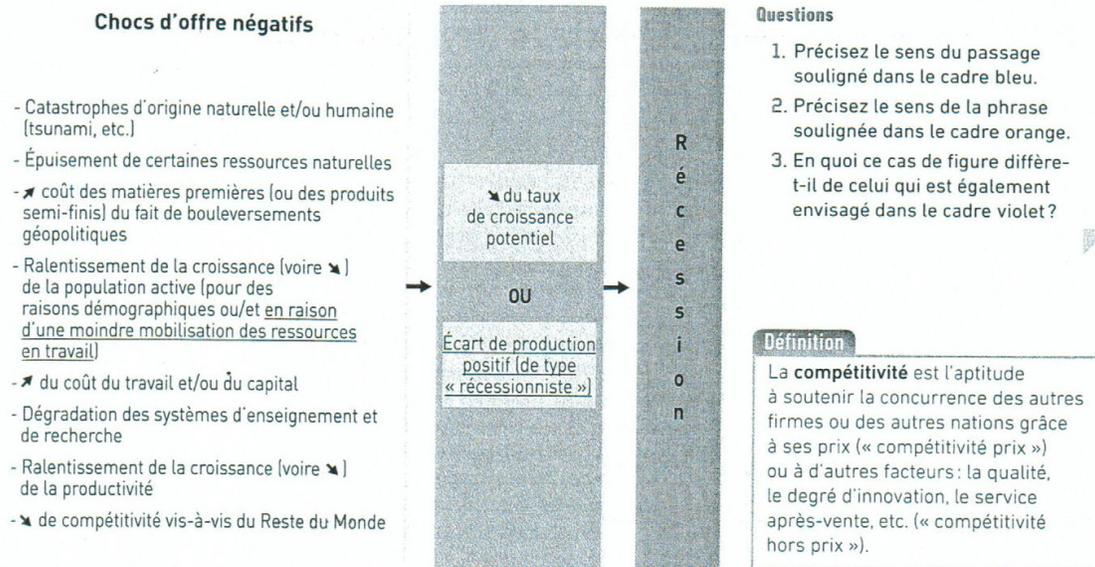
Demande globale (vu en 1^{re})

Demande par les agents économiques de biens et services produits dans une économie. C'est la somme de la consommation, de l'investissement et des exportations sous déduction des importations.

Questions

1. Analyser - Représentez par un graphique les conséquences d'une baisse des retraites sur la production et les prix.
2. Analyser - Représentez par un graphique les conséquences de la généralisation d'Internet sur la production et les prix.

Doc. 3 L'impact des chocs d'offre négatifs



Source : Hatier, Terminale ES, p. 47.

Exercice de mathématiques :

Les parties A et B sont indépendantes.

PARTIE A

Une entreprise lance la production de batteries pour véhicules électriques.

Une étude a modélisé le rythme de la production journalière sur les six premiers mois à l'aide de la fonction f définie sur l'intervalle $[0, 6]$ par $f(x) = 1 - (x+1)e^{-x}$.

x représente le nombre de mois (de 30 jours) depuis le lancement du produit, $f(x)$ représente la production journalière de batteries en milliers.

1. Montrer que la fonction F définie sur $[0, 6]$ par $F(x) = x + (x+2)e^{-x}$ est une primitive de f sur $[0, 6]$.
2. Déterminer une valeur arrondie à 10^{-3} de la valeur moyenne, exprimée en milliers, de la production sur les six premiers mois.

PARTIE B

Il est prévu que l'autonomie permise par ce type de batteries, sous certaines conditions de conduite, soit de 200 km.

Sur un parcours joignant une ville située à 160 km, on suppose que l'autonomie, exprimée en km, permise par ces batteries suit une loi normale d'espérance $\mu = 200$ et d'écart type $\sigma = 40$.

Quelle est la probabilité de pouvoir faire l'aller-retour jusqu'à cette ville sans recharge des batteries ?

Durée de la préparation : deux heures – durée de l'épreuve : une heure maximum (exposé : vingt minutes maximum ; entretien sur l'exposé et sur la façon dont le candidat envisage son exercice professionnel : 25 minutes ; exercice de mathématiques 15 minutes) ; coefficient 2.



**Concours externe du Capes et Cafep-Capes
Section sciences économiques et sociales**

Exemple de sujets n°2

CAPES de Sciences Economiques et Sociales

SUJET 0b

A- Epreuves d'admissibilité

1/ Composition (Dominante sociologique)

- Dissertation (16 points) : **Les mutations des conflits du travail.**
- Question (4 points) : **En quoi les pensées sociologiques de Marx et de Weber s'opposent-elles ?**

Durée : cinq heures ; coefficient 1.

2/ Exploitation d'un dossier documentaire (Dominante économique)

Dossier : **Le fonctionnement d'un marché concurrentiel**

Il est demandé de construire, à partir du dossier ci-joint comportant 4 documents et pour une classe de terminale, une séquence pédagogique intégrant obligatoirement des travaux à réaliser par les élèves et une évaluation des acquisitions attendues. La composition du candidat devra s'appuyer sur des connaissances précises en matière de didactique de la discipline scolaire sciences économiques et sociales, notamment en ce qui concerne la conception des dispositifs d'apprentissage et leur évaluation.

Document 1 :

La courbe de demande

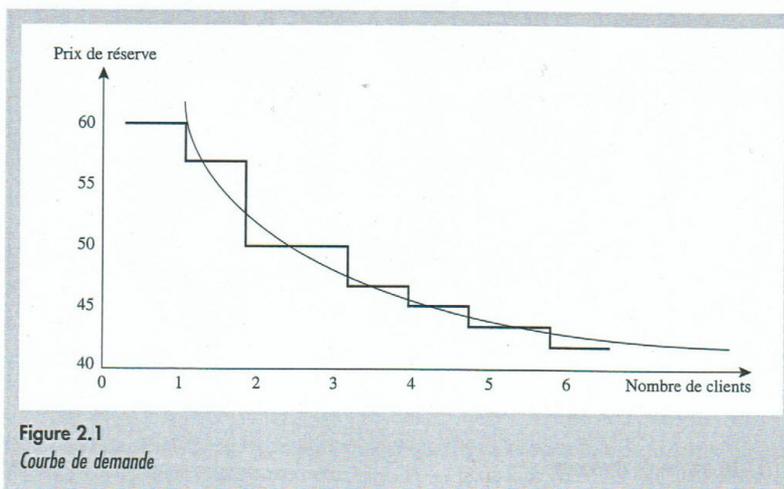
Considérons toutes les personnes qui se sont retrouvées autour de l'étalage du marchand de légumes, attirées par la présence de potirons en pensant à la soupe qu'elles se proposent de déguster le soir même en famille. Supposons que chacune d'elles ait la possibilité d'indiquer le montant maximum qu'elle est prête à payer pour acquérir l'objet de ses désirs ; à ce prix, il lui est indifférent d'acquérir ou non le potiron. L'intensité de la satisfaction attendue (la présence de potirons dans la soupe est plus ou moins indispensable), la stratégie (suis-je prêt à risquer de ne pas être servi ?) ou les disponibilités financières de chacun étant multiples et variées, il n'y a aucune raison de penser que les réponses soient uniformes.

Une seule personne est disposée à payer 60€ ; c'est le montant maximum. Il est clair que si le marchand retient ce prix, il trouvera un acheteur pour la pièce présentée sur l'étalage mais il repartira avec son camion plein. Une autre personne annonce 55€. Tant que le prix reste fixé à un montant supérieur (56, 57€...) la situation reste donc inchangée. En revanche, à 55€, le marchand peut aller chercher un second potiron dans sa réserve. Pour en vendre trois unités, il faudrait que le prix soit égal au montant maximum indiqué immédiatement inférieur.

En poursuivant ce raisonnement, il apparaît clairement que le nombre de potirons vendus dépend non seulement du prix fixé, mais que la quantité est d'autant plus importante que ce dernier est bas. Si on appelle « prix de réserve » le montant maximum qu'une personne accepte de payer pour obtenir un potiron, la quantité vendue au prix p sera exactement égale au nombre de personnes ayant un prix de réserve supérieur ou égal à ce prix. Le choix du potiron n'a évidemment aucune signification particulière et le résultat obtenu est facile à généraliser.

Il peut être illustré à l'aide d'un graphisme sur lequel on mesure, verticalement le prix de réserve et horizontalement le nombre de personnes disposées à payer ce prix ou davantage pour obtenir un potiron. La ligne en escalier obtenue (trait gras), qui relie une quantité à un prix, peut être considérée comme une courbe de demande. Elle est décroissante (figure 2.1).

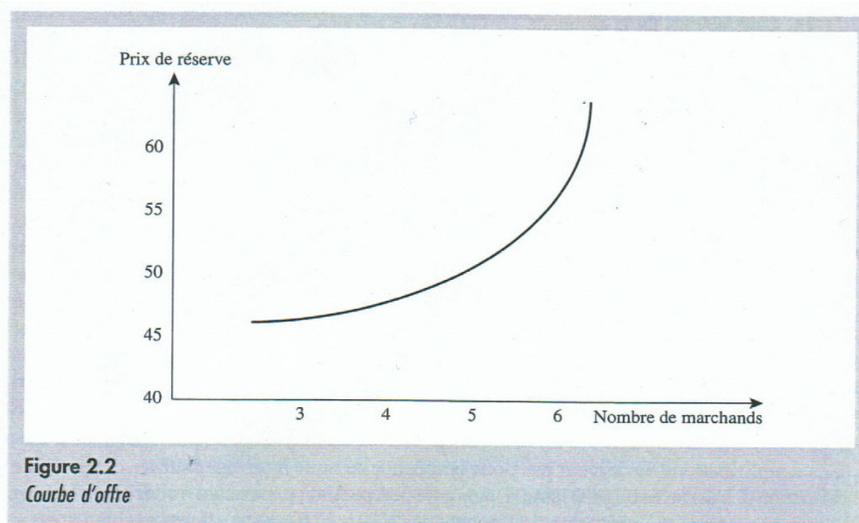
Remarquons pour terminer que plus on envisage un nombre de personnes important, plus il est possible de supposer que les prix de réserve diffèrent d'un individu à l'autre, et plus les « marches » sont petites. La courbe de demande tend ainsi à prendre la forme continue indiquée en trait plus fin.



La courbe d'offre

Un raisonnement symétrique, effectué en considérant le point de vue de tous les marchands ayant sur leur étalage un potiron, va permettre d'obtenir la courbe d'offre. Signalons pour commencer que ces marchands n'ont pas plus de raisons que les ménagères d'avoir des aspirations uniformes. Si un grand nombre d'entre eux sera disposé à satisfaire un consommateur annonçant un prix de réserve élevé, il n'en sera plus de même pour des montants plus faibles. Pour accepter l'échange, le marchand doit en effet s'assurer qu'il y trouve son compte ; de nombreuses considérations personnelles telles les conditions de productions de leurs potirons, leur stratégie (en partie liée à leur capacité de stockage), leur besoin de trésorerie, lui permettent de se déterminer.

En l'occurrence, nous admettrons qu'à 60€ tous les marchands de légume présents sur le marché ce jour là sont disposés à satisfaire la demande, mais que certains d'entre eux préféreront conserver leur marchandise (en espérant l'arrivée de nouveaux acheteurs mieux disposés) si le prix diminue. Nous pouvons même avancer, sans paraître trop audacieux, que l'effectif de ceux qui se « retirent du marché » sera d'autant plus important que le montant atteint est bas. Cela suffit pour dire que la courbe d'offre illustrant cette nouvelle relation entre prix et quantité est croissante. En adoptant les mêmes conditions de généralisation que précédemment, on obtient la figure 2.2.



Bien entendu, qu'il s'agisse de la demande ou de l'offre, une seule des considérations parmi toutes celles envisagées suffit pour valider le raisonnement. En attendant d'être plus complet, on se contentera dans chaque cas de la première citée (la satisfaction attendue par la demande, les coûts de production pour l'offre).

Nous sommes ainsi en mesure d'affirmer que, toutes choses égales par ailleurs, les courbes ont bien la forme indiquée.

Source : Lecaillon J.D., Le Page J.M., Ottavj C., *Economie contemporaine : Analyse et diagnostics*, De Boeck, 2001, pp. 30-31.

Document 2 :

Les déterminants de la demande

Le prix des biens n'est pas l'unique déterminant de la demande de ces biens. Celle-ci dépend des facteurs suivants :

- *Les préférences des individus (leur goût)*. Toutes choses égales par ailleurs (*ceteris paribus*), plus une personne désire un bien et plus la quantité qu'elle demande est élevée. Ses préférences peuvent être influencées par la publicité, les modes, les effets de mimétisme, les expériences passées, etc.
- *Le nombre et le prix des biens substituables*. Toutes choses égales par ailleurs, plus un bien possède de substituts proches dont le prix est faible, moins la demande du bien est importante, car le consommateur préfère dans ce cas se tourner vers les biens substituables. Par exemple, la demande de café dépend du prix du thé : plus le prix du thé est faible et plus la demande de café diminue.
- *Le nombre et les prix des biens complémentaires*. **Les biens complémentaires** sont ceux dont la consommation va de pair : par exemple, une voiture et l'essence, l'un n'allant pas sans l'autre. Toutes choses égales par ailleurs, plus le prix des biens complémentaires est élevé et plus la demande de ce type de bien est faible. Par exemple, plus le prix des lecteurs CD est élevé et moins la demande de CD est importante.
- *Le revenu*. La demande d'un individu dépend de ses revenus. Toutes choses égales par ailleurs, plus le revenu d'une personne est élevé et plus sa demande pour un certain bien est importante. On parle alors de **biens normaux**. Il existe également des catégories de biens pour lesquelles une augmentation de revenu entraîne une diminution de la demande : les **biens inférieurs**. Par exemple, la margarine de basse qualité est un bien inférieur : sa consommation sera progressivement substituée par celle de beurre fin au fur et à mesure que le revenu augmentera.
- *Les anticipations*. La demande dépend également des anticipations des gens concernant l'évolution des prix, leur revenu,... Si les consommateurs prévoient une forte augmentation des prix, ils sont incités à acheter plus avant la hausse des prix. De même, un individu qui anticipe une augmentation de revenu est plus prompt à s'endetter pour consommer.

Les déterminants de l'offre

L'offre d'un produit dépend de plusieurs facteurs, outre le prix.

Les coûts de production. Toutes choses égales par ailleurs, plus les coûts de production sont élevés, moins les profits des offreurs le sont, pour un niveau de prix donné, et, donc, moins l'offre sera importante. Lorsque les coûts de production d'un produit sont trop élevés les entreprises préfèrent offrir d'autres produits. Les raisons principales d'un changement dans les coûts de production sont :

- *Un changement du prix des facteurs de production*. Si le coût des matières premières et des loyers ou si les salaires augmentent, les coûts de production s'accroissent et l'offre diminue.
- *Les évolutions technologiques*. Elles peuvent diminuer significativement les coûts de production et, en conséquence, augmenter l'offre. L'invention du microprocesseur, par exemple, a eu des répercussions sur les coûts de production dans presque tous les secteurs.
- *Les changements organisationnels*. Ils peuvent réduire significativement les coûts de production.
- *La politique gouvernementale*. Les Etats peuvent taxer ou subventionner certains produits, faisant ainsi augmenter ou diminuer les coûts de production.

La profitabilité des produits substituables pour l'offreur. Si un substitut devient plus profitable, les producteurs ont intérêt à en offrir davantage et à diminuer leur offre en produit devenu relativement moins profitable pour offrir plus du produit relativement plus profitable. La profitabilité des substituts dépend de :

- leur prix ;
- leurs coûts de production.

Par exemple, si le prix des voitures tout-terrain chute ou si leur coût de production augmente du fait d'une imposition plus forte, les fabricants ont intérêt à en produire moins et à se tourner vers la production de voitures classiques.

La profitabilité des produits complémentaires pour l'offreur. Parfois, la production d'un bien induit automatiquement la production d'un autre. On parle alors de **biens complémentaires pour l'offre**. Un exemple se trouve dans le raffinage : la production d'essence s'accompagne de la production d'autres carburants, comme le diesel. Ainsi, lorsqu'on produit plus d'essence, on produit plus de diesel.

Les chocs aléatoires. Les événements imprévisibles tels que les catastrophes naturelles, les épidémies,... influent sur la quantité offerte pour un prix donné.

L'anticipation des offreurs. Si les producteurs anticipent une augmentation des prix, ils peuvent réduire temporairement leur offre afin de constituer des stocks. Dans le même temps, ils peuvent acquérir de nouveaux équipements pour augmenter leur production.

Le nombre d'offreurs. Si de nouvelles entreprises entrent sur un marché, toutes choses égales par ailleurs, la quantité augmente.

Source : Sloman J., Wride A., *Principes d'économie*, Pearson, 2013, pp. 42 et 47-48.

Document 3 :

La figure 4.8 fait figurer à la fois la courbe d'offre et la courbe de demande. Vous remarquerez qu'il y a un point où ces deux courbes se confondent ; ce point est appelé *le point d'équilibre du marché*.

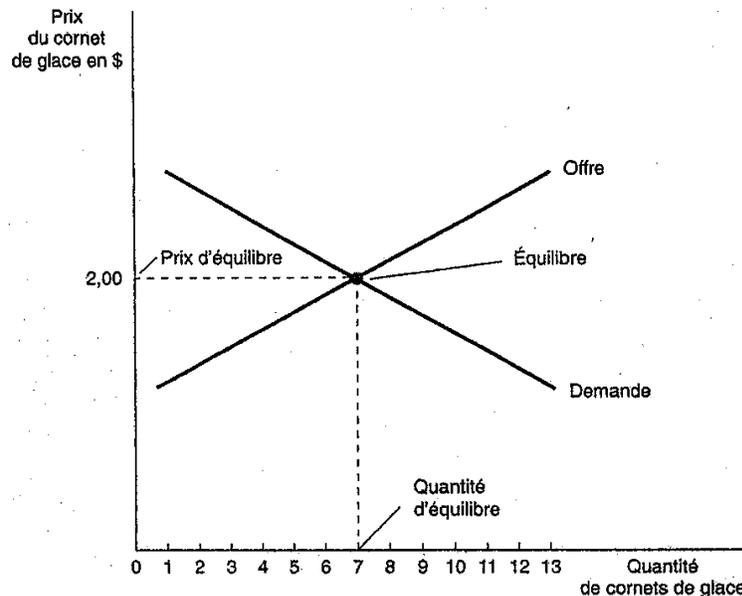


FIG. 4.8 **L'équilibre de l'offre et de la demande.** Le point d'équilibre se trouve à l'intersection des courbes d'offre et de demande. Au prix d'équilibre, la quantité offerte égale la quantité demandée. Ici, le prix d'équilibre est de 2 dollars, puisqu'à ce prix, 7 cornets sont demandés et 7 offerts.

Le prix défini par ce point est dénommé *prix d'équilibre*, tandis que la quantité définie est appelée *quantité d'équilibre*. Ici, le prix d'équilibre est de 2 dollars le cornet et la quantité d'équilibre est de 7 cornets.

Le dictionnaire définit la notion d'équilibre comme une situation dans laquelle plusieurs forces en présence annulent leurs effets respectifs, et c'est bien ce qui se passe au point d'équilibre du marché. *Au prix d'équilibre, la quantité de bien que les acheteurs sont prêts à acheter et capables d'acheter est exactement égale à la quantité que les vendeurs sont prêts à vendre et capables de vendre.* Le prix d'équilibre est parfois appelé *prix de satisfaction du marché*, puisque c'est le prix qui satisfait tout le monde : les acheteurs ont acheté ce qu'ils voulaient acheter, et les vendeurs ont vendu ce qu'ils voulaient vendre. [...]

Pour étudier l'impact d'un événement sur un marché, nous suivons trois étapes. D'abord, nous devons décider si l'événement affecte la courbe d'offre, celle de demande ou même les deux courbes à la fois. Ensuite, nous devons décider dans quelle direction la courbe est déplacée. Enfin, nous utilisons le graphique d'offre-demande pour voir comment le déplacement a modifié le prix et la quantité d'équilibre.

Pour illustrer ce processus, considérons comment le marché des cornets de glace peut être affecté par divers événements.

Exemple : Modification de la demande

Imaginons un été caniculaire. Comment cette chaleur anormale touchera-t-elle le marché des cornets de glace ? Pour répondre à cette question, suivons les trois étapes évoquées plus haut.

1. La forte chaleur affectera la courbe de demande en modifiant le goût des gens. Du fait de la chaleur, les gens veulent consommer plus de glaces à un prix donné. La courbe d'offre est inchangée, car la température n'a aucun effet direct sur l'entreprise qui produit les glaces.
2. Dans la mesure où les gens souhaitent manger plus de glaces, la courbe de demande subit une translation vers la droite. Ce déplacement, indiqué sur la figure 4.10, montre que la quantité demandée est supérieure, pour tout niveau de prix.
3. Comme on le constate sur la figure 4.10, ce déplacement de la courbe de demande se traduit par une augmentation du prix d'équilibre (de 2 à 2,50 dollars) et de la quantité d'équilibre (de 7 à 10 cornets). En d'autres termes, la chaleur a augmenté le prix des glaces et la quantité vendue.

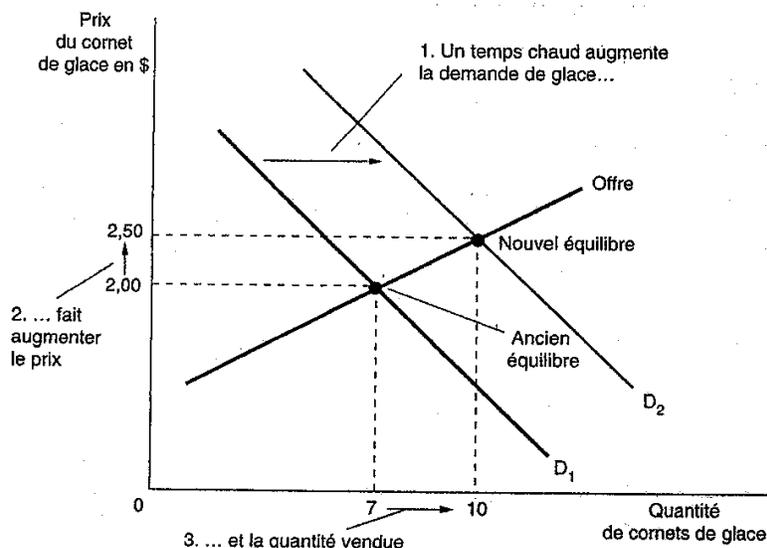


FIG. 4.10 Comment une augmentation de la demande modifie l'équilibre du marché. Un événement qui augmente la demande pour un prix donné pousse la courbe de demande vers la droite. Le prix d'équilibre et la quantité d'équilibre augmentent tous les deux. Ici, un été anormalement chaud pousse les consommateurs à acheter plus de glaces. La courbe de demande se déplace de D₁ en D₂, ce qui fait monter le prix d'équilibre de 2 à 2,50 dollars et la quantité d'équilibre de 7 à 10 cornets.

Exemple : Modification de l'offre

Imaginons maintenant qu'au cours d'un autre été, un tremblement de terre détruit plusieurs fabriques de glaces. Comment le marché des glaces sera-t-il touché par cet événement ? Une fois encore, suivons nos trois étapes.

1. Le tremblement de terre modifie la courbe d'offre. En réduisant le nombre de fabricants, le tremblement de terre a modifié la quantité de glaces produites et vendues à tout niveau de prix. La courbe de demande est inchangée, car le tremblement de terre n'a pas d'effet direct sur la consommation de glace des ménages.
2. La courbe d'offre est déplacée vers la gauche, puisqu'à chaque niveau de prix la quantité de glaces susceptible d'être vendue a été réduite. La figure 4.11 illustre cette translation de S_1 à S_2 .
3. Comme on le constate sur la figure 4.11, le déplacement de la courbe d'offre se traduit par une augmentation du prix d'équilibre (de 2 à 2,50 dollars) et une réduction de la quantité d'équilibre (de 7 à 4 cornets). Le tremblement de terre aura eu pour conséquences une augmentation du prix des glaces et une diminution de la quantité de glaces vendues.

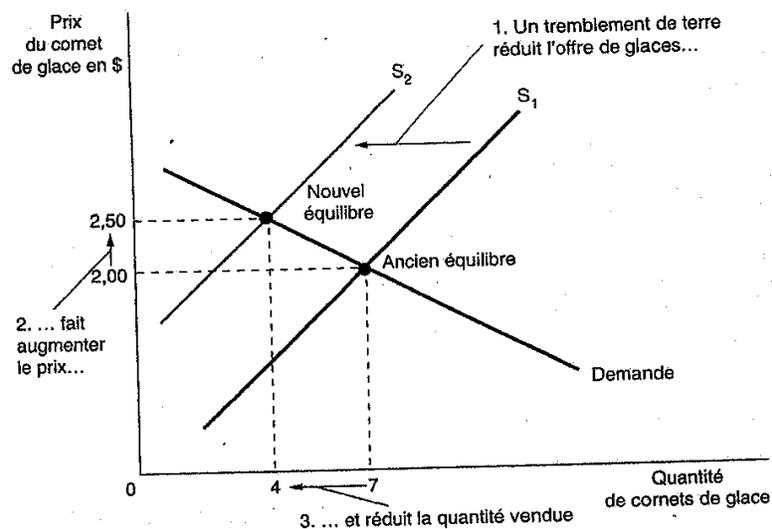


FIG. 4.11 Comment une diminution modifiée de l'offre modifie l'équilibre du marché. Un événement qui réduit l'offre pour un prix donné pousse la courbe d'offre vers la gauche. Le prix d'équilibre augmente et la quantité d'équilibre diminue. Ici, un tremblement de terre est à l'origine d'une baisse de l'offre de glaces. La courbe d'offre subit un déplacement de S_1 à S_2 , ce qui fait monter le prix d'équilibre de P_1 à P_2 et baisser la quantité d'équilibre de Q_1 à Q_2 .

Source : N. Gregory Mankiw, *Principes de l'Economie*, Economica, 1998.

Document 4 :

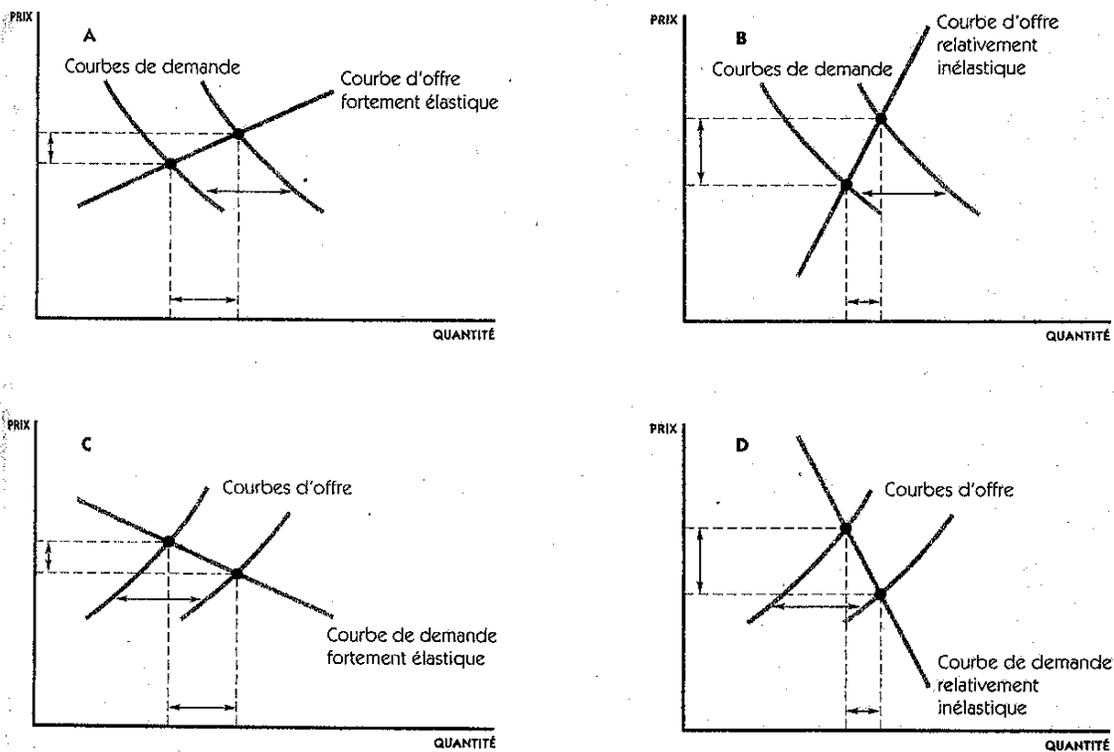


Figure 5.9 Élasticité des courbes d'offre et de demande : les cas habituels

Normalement, les déplacements de la courbe de demande font varier à la fois le prix et la quantité, comme on le voit sur les parties A et B de la figure. Lorsque la courbe d'offre est très élastique, les déplacements de la courbe de demande se traduisent principalement par des variations des quantités. Lorsqu'elle est relativement inélastique, les déplacements de la courbe de demande se traduisent principalement par des variations de prix. De même, les déplacements de la courbe d'offre induisent simultanément des variations du prix et de la quantité, comme on peut le voir sur les parties C et D de la figure. Si la courbe de demande est très élastique, c'est surtout la quantité qui change ; si elle est relativement inélastique, c'est surtout le prix.

Source : J.E. Stiglitz, *Principes d'économie moderne*, De Boeck université, 2000.

Durée : cinq heures ; coefficient 1.

B- Epreuves d'admission

1/ Mise en situation professionnelle (Dominante économique)

Sujet d'exposé : **Le rôle des banques centrales.**

Durée de la préparation : trois heures (sans document) – durée de l'épreuve : une heure maximum (exposé : trente minutes maximum ; entretien : trente minutes) ; coefficient 2.

2/ Epreuve d'entretien à partir d'un dossier (Dominante « Regards croisés »)

Dossier : La flexibilité du marché du travail.

Il est demandé au candidat de construire, à partir du dossier ci-après composé de 3 extraits de manuels scolaires, et pour la classe de terminale, un projet de séquence de cours. Il devra préciser quels extraits du dossier il mobilise, comment il les utilise avec les élèves et justifier ses choix didactiques et pédagogiques.

DOC 2 • Les formes de flexibilité au service de l'emploi

Principales rigidités du marché du travail en Europe depuis les années 1990	Principales réformes possibles	Effets pervers possibles des réformes
Les salaires sont trop socialisés	Limiter la part sociofiscale des salaires	Manque de financement de la protection sociale
Les licenciements sont trop longs et trop coûteux	Supprimer les autorisations préalables nécessaires au licenciement	Arbitraire dans les licenciements
Les syndicats sont trop puissants et imposent des contraintes sur l'organisation du travail	Limiter l'intervention des syndicats sur l'organisation du travail	Manque de partenaires pour négocier
Les chômeurs sont trop payés et peu incités à chercher du travail	Limiter les indemnités du chômage	Pauvreté
Le salaire minimum est trop élevé	Supprimer le SMIC	Insuffisance de la demande

Source : Bordas, Terminale ES, Chapitre 15, p. 356.

Doc. 4 Les mesures en faveur de la flexibilité du marché du travail en France

– Une incitation pour les heures supplémentaires. Depuis octobre 2007, les salariés bénéficient d'une exonération d'impôt sur le revenu et de charges sociales pour les heures supplémentaires effectuées au-delà de la durée légale de référence (35 heures), heures supplémentaires dont la rémunération est majorée de 25 %. L'employeur bénéficie quant à lui d'une réduction forfaitaire de ces charges de sécurité sociale patronale pour chaque heure supplémentaire. [...]

– Plus de liberté pour négocier les heures de travail. L'employeur et les syndicats peuvent désormais négocier le temps de travail au niveau de l'entreprise. [Les entreprises] peuvent notamment, par simple accord d'entreprise, fixer les règles en matière de contingent d'heures supplémentaires, de dépassement du contingent fixé et de contreparties en repos pour les salariés. Les entreprises sont autorisées par accord collectif à relever la durée du travail des cadres et salariés autonomes qui sont sous le régime du forfait jours (environ 40 % d'entre eux) de 218 à 235 jours (voire jusqu'à 282 jours travaillés en cas d'accord d'entreprise pour travailler le samedi). La limite des heures supplémentaires, auparavant fixée à 220 heures par an, peut maintenant être définie par accord collectif dans les limites fixées par l'Union européenne (48 heures hebdomadaires).

– Extension et assouplissement des règles d'ouverture des magasins le dimanche. La loi du 10 août 2009 étend la possibilité de travailler le dimanche



dans les zones touristiques et thermales ainsi que dans les grandes zones commerciales des agglomérations de Paris, Lille et Marseille.

– Un nouveau contrat de travail. De nouvelles règles d'embauche : la durée maximale de la période d'essai est allongée de deux mois, elle est ainsi portée à quatre mois pour les ouvriers et les employés et à huit mois pour les cadres. Un nouveau mode de rupture de contrat de travail, la rupture conventionnelle. Elle permet à l'employeur et à l'employé de mettre fin au contrat à l'amiable ou d'un commun accord. Elle est exonérée d'impôt et de cotisations sociales (dans la limite de deux années de rémunération). ■

L'Agence française pour les investissements internationaux, www.invest-in-france.org

Questions

1. Définir - Qualifiez les différentes mesures décidées en France à partir de 2007 à partir des définitions du document 4.

2. Analyser - Quels en sont les principaux bénéficiaires ? les entreprises ou les salariés ?

Source : Magnard, Terminale ES, Chapitre 15, p. 366.

Situation vis-à-vis de l'emploi (indicateurs)	Salariés en emploi stable en %	Salariés en emploi instable en %	Salariés en emploi instable par type	
			Contrats courts en %	Intérimaires en %
Horaires				
Horaires variables	27	29,2	32,4	17,6
Horaires atypiques	19,9	21,2	21,5	23,9
Faible prévisibilité des horaires	9,1	13,4	14,2	24,4
Organisation du travail				
Cadences	12,8	20	14,2	42,3
Contraintes marchandes	53,8	51,6	49	34,7
Faible autonomie	17,8	27	29,6	50,1
Intensité du travail	54,4	55,5	48	51,1
Pénibilités physiques				
Six pénibilités ou plus	19	23,9	22,6	29,2
Collectif de travail				
Absence de soutien de la hiérarchie	31	30,6	22,2	31,4
Absence de soutien ou d'échanges avec les collègues	38,6	42,2	41,5	51,9
Accidents du travail	6,4	8,3	7,6	10,7

QUESTIONS

- Définir.** Qu'est-ce qu'un emploi stable ? un emploi instable ?
- Lire.** Que signifient les données entourées ?
- Expliquer.** Comment la situation de l'emploi affecte-t-elle les conditions de travail ?
- Analyser.** En quoi ces évolutions du monde de l'emploi fragilisent-elles le lien entre travail et intégration sociale ?

Source : Corinne ROUXEL, *Conditions de travail et précarité de l'emploi*, DARES, juillet 2009.

Source : Bordas, Terminale ES, Chapitre 15, p. 359.

Exercice de mathématiques :

- Lors des élections municipales le candidat A a obtenu 60 % des voix. On prélève un échantillon de 100 bulletins de vote. En utilisant une loi normale adaptée, calculer la probabilité que dans l'échantillon le candidat A ait entre 55 et 65 voix.
- Le candidat A décide ensuite de se présenter aux élections cantonales. À quelques jours des élections il fait effectuer un sondage. Sur 150 personnes interrogées, 105 se disent prêtes à voter pour lui. Déterminer une estimation, par intervalle de confiance à 95 %, de la proportion p d'individus dans la population, prêts à voter pour A.

Durée de la préparation : deux heures – durée de l'épreuve : une heure maximum (exposé : vingt minutes maximum ; entretien sur l'exposé et sur la façon dont le candidat envisage son exercice professionnel : 25 minutes ; exercice de mathématiques 15 minutes) ; coefficient 2.